

pour l'Afrique et le Moyen-Orient depuis 1992. Étant donné que la question des réfugiés est au centre même du conflit arabo-israélien, notre rôle comme président de ce groupe de travail en est un, je peux vous l'assurer, que nous prenons très sérieusement.

Il y a plus de 650 000 réfugiés palestiniens au Liban et en Syrie, plusieurs d'entre eux ayant fui leurs foyers il y a plus de 45 ans. Si nous voulons vraiment créer un «nouveau» Moyen-Orient, un Moyen-Orient en paix avec toute sa population, un Moyen-Orient prospère et en sécurité, nous devons obtenir un règlement juste et équitable de la question des réfugiés. Les réfugiés doivent retirer leurs propres dividendes de la paix, la possibilité de vivre dignement avec une identité qui leur soit reconnue, de participer activement et pleinement dans ce nouveau Moyen-Orient auquel nous aspirons et pour lequel nous travaillons avec la plus grande énergie.

Le Groupe de travail sur les réfugiés offre des perspectives encourageantes. En plus d'avoir été l'hôte de deux de ses six réunions, le Canada a dirigé cette année une mission internationale dans des camps de réfugiés en Jordanie et au Liban et contribué un montant de 1,3 million de dollars au programme de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNRWA) pour la construction de logis d'urgence pour des sans abris dans la région de Beyrouth et 2,3 millions de dollars de plus pour d'autres projets dans des camps dans ces mêmes pays et en Syrie.

Tout en participant aux quatre autres groupes de travail, le Canada a réuni le mois dernier, en Nouvelle-Écosse, des officiers navals supérieurs de dix pays du Moyen-Orient, dans le cadre du groupe de travail sur le Contrôle des armements et de la sécurité régionale. Il a été l'hôte, en février 1994, du groupe de direction multilatéral.

Je suis confiant que des progrès sur la question du Golan et du sud Liban permettront bientôt à la Syrie et au Liban de se joindre à ce travail multilatéral d'importance historique. Leur présence est essentielle dans la recherche de solutions acceptables, sur la question des réfugiés, par exemple. C'est leur avenir qui est en cause et la communauté internationale a besoin du concours actif de Damas et de Beyrouth.

Aide canadienne au processus de paix - ACDI

Le programme d'aide de l'ACDI est une autre expression tangible du rôle actif du Canada dans le processus de paix. L'ACDI a notamment même mis sur pied un Fonds canadien d'experts et de services d'un montant de 2,5 millions de dollars pour mobiliser l'expertise canadienne au service de la construction de la paix. Un Fonds canadien pour le dialogue et le développement, de l'ordre de 2,1 millions de dollars, permet en outre d'organiser